



IDÉES

Un référendum sur la souveraineté est une exigence internationale incontournable

Page B 5

C A H I E R
B

PERSPECTIVES

Qu'est devenu al-Qaïda?

PASCAL RICHE

Washington — Psychiatre américain d'origine française, Marc Sageman, 51 ans, est spécialiste du terrorisme. Ancien de la CIA, il dirigea des groupes de moudjahidines en Afghanistan pendant les années 80. Il enseigne aujourd'hui à l'université de la Pennsylvanie et vient de publier *Understanding Terror Networks (Comprendre les réseaux terroristes)*. Il a constitué une base de données de 382 profils de terroristes se réclamant d'al-Qaïda ou de mouvements islamistes proches, ce qui lui vaut d'être consulté par l'administration.

Libération. Washington a dévoilé des informations trouvées sur les disques durs de Mohammed Naeem Noor Khan, un informaticien pakistanais arrêté dans son pays, mi-juillet. Qu'a-t-on appris de nouveau sur al-Qaïda?

Marc Sageman. On a pu constater leur façon de communiquer, en passant par un «coupe-circuit», en l'occurrence l'informaticien Khan. Ce n'est pas surprenant, et cela démontre la difficulté qu'ils ont à communiquer vers l'extérieur. Par ailleurs, on a trouvé des comptes rendus de repérages sur des sites aux États-Unis, réalisés il y a plus de quatre ans. Certains ont dit: «C'est alarmant car al-Qaïda prépare ses attentats très longtemps à l'avance.» Je ne suis pas convaincu. Les derniers attentats d'al-Qaïda ont été fomentés en cinq ou six semaines. Je trouve plutôt rassurant que l'on n'ait rien trouvé de plus récent.

Al-Qaïda est un mouvement social, pas une organisation hiérarchique. Les derniers attentats d'al-Qaïda ont été fomentés en cinq ou six semaines. Je trouve plutôt rassurant que l'on n'ait rien trouvé de plus récent.

Libération. Avez-vous fait part de vos conclusions optimistes auprès de responsables américains?

M. S. Oui. Certains d'entre eux — les analystes — sont d'accord avec moi. D'autres non, pour des raisons que je pense politiques.

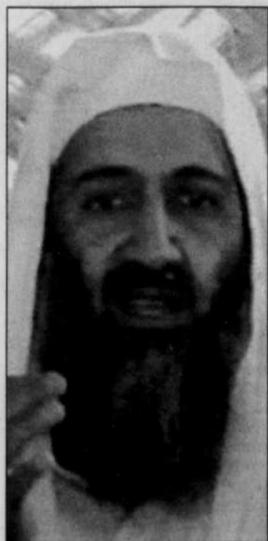
Libération. L'administration a fait savoir qu'al-Qaïda avait réussi à conserver «certains éléments de son commandement centralisé». Est-ce possible?

M. S. Al-Qaïda est un mouvement social, pas une organisation hiérarchique. Il y a toujours eu une volonté de communiquer, d'envoyer des messages, par cassettes vidéo ou audio... Mais cette volonté ne se traduit pas sur le terrain. Les attentats de Madrid, de Casablanca ou d'Istanbul ont été entièrement conçus, planifiés et réalisés au niveau local. Aucun ordre n'est venu d'une instance centrale.

Libération. Que sait-on aujourd'hui d'al-Qaïda? Combien de personnes cela représente-t-il?

M. S. Personne ne le sait. L'International Institute for Strategic

VOIR PAGE B 2: AL-QAÏDA



REUTERS

Oussama ben Laden



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La famille collégiale est partie en guerre contre le ministre Pierre Reid à la suite du forum de juin dernier.

Un automne chaud pour les cégeps

Le ministre de l'Éducation a provoqué l'ire des syndicats avec son projet d'autonomie des collèges

La rentrée sera chaude. L'adage à saveur de cliché pourrait peut-être cette fois prendre tout son sens alors que les syndicats promettent au gouvernement Charest et à son ministre de l'Éducation une bataille sans merci. Courroucée par l'issue du forum de juin dernier, la famille collégiale part en guerre...

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Juin 2004. Après les deux journées accablantes du Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial, les quelques centaines de participants étaient réunis dans une salle commune, prêtant l'oreille d'un air ennuyé à la lecture un peu longue du résumé des ateliers. Lorsque l'animatrice ouvrit les micros pour laisser place aux commentaires, les 23 étudiants inscrits à l'événement — sur un total de 350 — ont littéralement investi l'espace de discussion.

Par ce geste symbolique, les étudiants venaient de balancer au ministre de l'Éducation leur forte insatisfaction de n'avoir pas goûté suffisamment à l'écoute et à la parole. «C'était une manière de lui indiquer notre mécontentement», relate aujourd'hui Julie Bouchard, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Il ne fallait pas qu'on passe sous silence le fait que les étudiants aient été écartés du processus.

Après avoir répété au micro leur forte insatisfaction, les étudiants ont laissé la place aux représentants syndicaux, non moins choqués du déroulement de l'événement public. «Le fruit est mûr pour qu'on entende enfin le ministre nous dire où il loge et tout ce que doit comporter un cégep», avait lancé la présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Claudette Carboneau.

Peu de temps après, Pierre Reid s'est présenté au lutrin et a délié sa liasse de feuilles. Dans son discours, fortement épicé d'autonomie pour les collèges et peu rassurant pour les étudiants et les enseignants, logeait sa vision provisoire des choses.

«Je vous ai entendus», avait pourtant dit le ministre, sortant du texte qu'on lui avait préparé. «Si j'ai des torts, je suis prêt à les prendre.» Un été plus tard, les vacances ont-elles tempéré le débat ou permis d'affûter les armes?

«S'il croit nos ardeurs calmées parce que la poussière est retombée, il se trompe», affirme avec autorité la même Claudette Carboneau, dont l'insatisfaction quant à ce forum et à ses suites n'a pas baissé d'un cran. Les syndicats sont sur le pied de guerre. Tandis que la lassitude sociale est de plus en plus visible à propos des politiques inscrites par les libéraux, les associations des travailleurs de l'éducation se disent irritées par les manières de faire de ce gouvernement et promettent qu'ils ne laisseront pas passer la charrue sans quelque tumulte.

«On s'est tous prêtés de bonne grâce à cette mascarade qui n'a rien donné», explique le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent. Une vraie pièce de théâtre! Au dénouement tragique? «Je vois un nuage noir, très noir au-dessus de nos têtes, et on ne laissera pas démanteler le réseau sans agir.»

L'autonomie

Les centrales syndicales n'ont pas aimé le vent d'autonomie que le ministre a laissé souffler sur les directions de collège à l'issue de ces deux journées qui ont tant fait jaser. «Au bout du compte, peut-on vraiment penser qu'on refusera de se faire confiance à soi-même?», avait lancé Pierre Reid après avoir présenté sa toute première «zone d'évolution possible»: l'autonomie des collèges et le «déploiement de leur personnalité comme établissement d'enseignement supérieur».

Si elle en a agacé plus d'un, la lecture de ce discours aura au moins réjoui les directions de collège et le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, qui a littéralement vu presque tous ses vœux devenir réalité. «Nous avons exprimé une grande satisfaction à la lecture de ce discours», explique-t-il maintenant. «Une des pièces maîtresses concerne l'autonomie, et la réforme des structures a réellement été mise de côté.»

Après le spectre d'un vaste brassage-camarade au cœur des structures du réseau de l'éducation, cette proposition sortie du sac allait-elle faire figure de baume? «C'est comme prendre une pilule de cyanure et la mettre dans une boulette de steak haché, réplique le coloré Réjean Parent. C'est du poison quand même!»

L'autonomie a en effet peu d'attraits pour séduire étudiants et syndicats d'enseignants, lesquels y voient une entreprise dangereuse qui pourrait vite dénaturer les cégeps. Elle entraînerait plus de responsabilité locale pour mieux répondre aux disparités des collèges, dont les tentacules embrassent le Québec entier. Et signifierait une révision des «responsabilités académiques et pédagogiques fondamentales» — au dire du ministre —, ainsi qu'une porte ouverte à des programmes différenciés d'un cégep à l'autre, des diplômes locaux (voir texte de la une), des parcours de formation uniques, voire une utilisation des ressources différenciée.

«C'est une porte ouverte à un réseau charcuté», croit Alain Dion, président de la Fédération autonome du collégial (FAC), un syndicat indépendant d'enseignants de collège qui compte 4000 membres. «L'autonomie, c'est tout simplement une invitation à un réseau à plusieurs vitesses», croit Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), qui regroupe 14 000 enseignants. «On a voulu faire d'une mauvaise nouvelle une bonne, tout cela sous le paravent d'une décentralisation bénéfique aux cégeps», s'insurge Réjean Parent,

dont la centrale englobe la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ), qui compte 1400 membres.

Agenda chargé

Le courroux des syndicats n'est donc pas à démentir. Mais leur lutte se compliquera peut-être car les sources de grogne sont multiples cet automne: en plus d'être sur le qui-vive quant à l'avenir des collèges, les enseignants sont au cœur du renouvellement de leurs conventions collectives, et les deux batailles pourraient s'entrechoquer.

La Coalition-cégeps, qui a été créée afin de contrer les visées du gouvernement entourant les cégeps, a déjà des réunions à l'agenda. L'ombre d'une grève plane même... Si certains en parlent sans vergogne, comme la FAC, d'autres se font plus prudents, telle la CSQ. «On n'a pas de mandat de grève sur la table, ce serait prématuré de s'aventurer sur ce terrain», affirme le président de la CSQ.

La CSN surveille d'ailleurs attentivement les faits et gestes de la famille syndicale. Elle détient un mandat de grève sociale de 24 heures destiné à protester contre les pratiques de Jean Charest et son équipe en matière de réingénierie. «Nous sommes déjà passablement dans le bourbier avec la négociation [du secteur public]», affirme la présidente de la CSN, Mme Carboneau. «Il y a d'importantes discussions à faire avec la Coalition-cégeps pour décider du plan de match.»

Entre une grève générale dans les cégeps, où on pourrait croire les étudiants solidaires des profs, et une grève sociale de 24 heures dirigée contre les politiques d'ensemble du gouvernement, la marche est en effet très haute. Et le diapason des différents syndicats n'est pas encore ajusté.

C'est au Forum national du premier ministre Jean Charest, prévu pour le mois d'octobre et qui devrait clore le processus de forums régionaux «Place aux citoyens» enclenché depuis quelques semaines, que certaines réponses pourraient tomber. «Ce forum sera capital», affirme Ronald Cameron, de la FNEEQ. Il faudra tout mettre en œuvre pour renverser les décisions du ministre.»

Mais quelles décisions? Le discours de juin n'avait rien d'officiel, et si d'aucuns y lisent une bonne prédiction de ce qui colorera l'avenir, ce n'est qu'au cours de l'automne — qui se termine officiellement le 20 décembre... — que le ministre de l'Éducation aura fait connaître son plan d'action définitif pour les collèges.

D'ici là, le forum de Jean Charest aura eu lieu, et plusieurs le considèrent comme une plaque tournante en ce qui concerne l'avenir des collèges. Le gouvernement, engagé dans une profonde réflexion entourant les baisses démographiques et le maintien des institutions, n'a pas que les syndicats à entendre. «D'ici là, on va chauffer le poêle», promet le président de la FNEEQ.

Le Devoir

« Il faudra tout mettre en œuvre pour renverser les décisions du ministre »

PERSPECTIVES

CARNETS D'AMÉRIQUE

La dérive
des continents

Christian Rioux vient de passer un an aux États-Unis. Boursier de l'université Harvard, il a rencontré de nombreuses personnalités et sillonné le pays de Boston à Los Angeles. D'ici l'élection présidentielle américaine, le 2 novembre, il nous livre des extraits de son carnet américain.

Qui se souvient de l'époque pas si lointaine où les grands patrons de la politique étrangère américaine étaient tous nés en Europe?

Issu d'une famille juive, Henry Kissinger, conseiller de Richard Nixon et de Gerald Ford, avait fui l'Allemagne hitlérienne en 1938. Son homologue auprès du président Carter, Zbigniew Brzezinski, était un enfant de Varsovie. Fils de diplomate, il passa une partie de son enfance en France et en Allemagne avant d'étudier à l'université McGill et d'être finalement naturalisé américain. C'était l'époque où Yale et Harvard accueillait les meilleurs esprits européens.

En annonçant cette semaine le retrait de 70 000 soldats stationnés en Europe et en Asie, le président Bush nous rappelait que cette époque est bel et bien révolue. C'est la moitié des effectifs européens qui seront ainsi ramenés au pays dans le plus grand mouvement de troupes depuis la fin de la guerre de Corée. Kissinger et Brzezinski ne doivent pas en croire leurs oreilles. Ces universitaires de haut vol savent pourtant que le chinois, le japonais et le coréen ont depuis longtemps déclassé le français et l'allemand sur les campus américains. De là à conclure que l'Europe et l'Amérique n'ont jamais été si éloignées l'une de l'autre, il n'y a qu'un pas qu'on est de plus en plus autorisé à franchir.



Christian Rioux

La crise devait être passagère. Tout devait vite rentrer dans l'ordre. Les milliers de personnes qui manifestaient dans les capitales européennes et les répliques cinglantes de Washington feraient bientôt place à l'apaisement. Il faut aujourd'hui se faire à l'idée que le *clash* qui a opposé l'Europe aux États-Unis sur des sujets aussi divers que le traité de Kyoto, la Cour pénale internationale et l'Irak n'était pas un événement passager.

Le retrait des troupes américaines en Europe vient cruellement rappeler aux Européens qu'ils n'arrivent dorénavant qu'en troisième place dans les priorités américaines, très loin derrière le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est. De leur côté, l'Allemagne et la France n'hésitent plus à adopter la ligne dure à l'égard de l'Amérique. Le ton de la guerre en Irak et des négociations du protocole de Kyoto aurait été à peine imaginable il y a quelques années, alors que le bras armé américain demeurait la seule défense de l'Europe face à l'URSS.

La victoire sur le communisme étant définitivement assurée, tout se passe comme si Washington détournait irrémédiablement son regard de l'Europe pour s'intéresser à autre chose. Certes, l'Europe demeure un important partenaire économique, mais la paix qui y règne et son poids militaire insignifiant en font un enjeu de moins en moins essentiel sur la carte géostratégique américaine.

«C'est un changement historique», écrit le politologue Walter Russell Mead dans un chapitre au titre emblématique: «Ciao Europa». Pour la première fois de son histoire, les États-Unis ont une politique étrangère qui n'est pas centrée sur l'Europe (Power, Terror, Peace and War, éd. Alfred Knopf, New York).

Mais ce qui laisse penser que ce changement de cap ne sera pas passager, c'est qu'il prend aussi l'allure d'un véritable retour aux sources. Tout au long de son histoire, l'Amérique a cultivé la défiance envers l'Europe: des marchands de Boston qui combattaient les impôts de l'empire, au XVIII^e siècle, aux isolationnistes de l'entre-deux-guerres qui ne voulaient pas se salir les mains dans les conflits européens. Même les défenseurs de la participation à la Première Guerre mondiale, rassemblés derrière Woodrow Wilson, ne s'intéressaient à l'Europe que pour la civiliser et l'empêcher de mettre le feu à la planète en la harnachant une fois pour toutes dans la Société des Nations.

Si l'on met de côté les 50 années de la guerre froide, presque toutes les grandes écoles de pensée américaines se sont définies en rupture avec la tradition européenne. Pays démocratique par excellence, l'Amérique a très tôt rejeté la diplomatie de cours et le réalisme continental des Talleyrand et des Metternich. L'art diplomatique européen s'accommodait mal des groupes d'intérêts et du partage des pouvoirs inhérents à la jeune république. De leur côté, les élites européennes ne comprenaient pas pourquoi des marchands de Pennsylvanie et des financiers de Wall Street venaient chasser sur leurs terres.

«L'Europe a des intérêts primordiaux qui ne nous concernent que de très loin. Les fréquentes controverses qui l'animent nous sont donc essentiellement étrangères.» Cette déclaration n'est pas de Donald Rumsfeld mais bien de... George Washington!

Vue sous cet angle, la célèbre formule du secrétaire à la Défense sur la «vieille Europe» ne faisait finalement qu'exprimer une idée très ancienne. Après cinquante ans de guerre froide, les nouveaux maîtres de Washington renouent avec leur histoire.

De passage aux États-Unis l'an dernier, l'ancien premier ministre français Lionel Jospin faisait remarquer que, contrairement à de nombreux pays, la France ne pouvait pas compter sur une forte communauté d'immigrants en Amérique. Les Saoudiens, les Coréens et les Chinois ont tous un énorme lobby dans la capitale américaine. Sans parler de l'influent lobby israélien. Étrangement, les Européens qui partagent les mêmes valeurs démocratiques que les Américains n'ont pas la moitié de l'influence de ces derniers au Congrès, au Sénat ou dans les hautes sphères de l'administration. Et ce n'est pas le cousin français de John Kerry, l'écologiste Brice Lalonde, qui pourra y changer grand-chose.

Cette division au sein du camp de la démocratie a évidemment un prix. On peut se demander, par exemple, comment, sans la coopération européenne, les États-Unis pourront un jour développer une solution au problème palestinien, déployer une stratégie efficace à l'égard de l'Irak ou favoriser une véritable démocratisation du Moyen-Orient.

Il serait dangereux de ne pas voir que la rupture récente du pacte transatlantique répond à des forces autrement plus fondamentales que les dernières péripéties du feuilleton irakien. Le prochain président américain, quel qu'il soit, risque de ne pas pouvoir changer grand-chose à cette inévitable dérive des continents.

crioux@ledevoir.com

Des jeunes à la recherche
de solutionsUne centaine de jeunes altermondialistes
tiennent un camp de réflexion

Comment passer d'une culture de résistance à la mondialisation à l'élaboration de solutions alternatives concrètes? Voilà l'esprit qui anime la centaine de jeunes altermondialistes qui séjournent ces jours-ci au Campement de la jeunesse qui siège depuis une semaine dans un champ de Durham, dans le Centre-du-Québec.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Ils ont dans la jeune vingtaine, ils sont étudiants, physiciens, linguistes, artistes, travailleurs sociaux ou tout simplement militants, de tendance tantôt anarchiste, tantôt social-démocrate, et résolument altermondialistes. L'espace de dix jours, ils se sont réunis pour construire un campement, discuter politique, environnement, féminisme, mondialisation, surmilitarisation, et, surtout, vivre selon leurs valeurs humanistes, écologistes et égalitaires.

«Nous avons en commun de vouloir nous réapproprier l'espace de discussion. Venir ici constitue une cassure avec le système. Nous créons une poche pour en sortir. Cela doit devenir un laboratoire, un incubateur d'actions», résume Guillaume, 25 ans, qui étudie en sociologie à l'Université de Montréal.

Le campement recèle également une notion d'éducation populaire, particulièrement la fin de semaine, lorsque le cercle des participants s'élargit: «L'an dernier, il y avait beaucoup de monde à qui la ZLEA ne disait pas grand-chose», illustre le jeune homme aux cheveux longs et à la barbe noire.

Comme plusieurs de ses camarades, il a participé au Campement jeunesse de Porto Alegre, où plusieurs milliers de jeunes venus des quatre coins du monde ont organisé un village jeunesse en marge du forum social, s'inscrivant en faux contre la «structure hiérarchique» de la «grande messe» internationale de la gauche. L'initiative a fait des petits à travers le monde (en Inde, en Angleterre, en France, etc.) et le campement québécois en est à sa deuxième édition.

Guillaume souligne que les jeunes du campement ne partagent pas une ligne idéologique claire: «Souvent, dans le milieu militant, les gens se regroupent par affinités idéologiques. Ici, on essaie de regrouper les discours.»

Mélanges créatifs

C'est cette convergence de tendances qui incite Patrick Cadorette, un anarchiste convaincu, à s'investir depuis six mois dans l'organisation de l'événement. «Cela permet de mélanger les créatifs, les résistants et les intellos pour élaborer ensemble un projet de société plus juste. On peut voir se concilier réflexion, action, émotion et création», fait-il valoir, soulignant qu'il ne faut pas se contenter d'énumérer les injustices mais bien tenter d'avoir prise sur elles.

Il espère que les ateliers, qui se poursuivent jusqu'à demain, aideront les militants à radicaliser leur vision du monde. «Les gens sont opposés à une partie isolée du système. En ayant une vision globale, je pense qu'ils vont s'opposer à l'ensemble», ajoute le libertaire.

«Avec cet espace d'éducation, la prochaine fois que nous serons appelés à nous exprimer comme citoyens, nous ne resterons pas dans l'attitude passive qu'on attribue à notre génération», renchérit Mauricio, un jeune Colombien qui a fui les paramilitaires de son pays pour s'installer dans la région de Sherbrooke. Il revient tout juste du Campement jeunesse des Amériques, à Quito, au Pérou, où les participants ont convenu de tenir une ma-



FRANCIS LAPOINTE

Des discussions dans une atmosphère détendue.

nifestation contre la militarisation à deux jours de la présidentielle américaine.

Une expérience de vie

À leur arrivée dans ce grand champ qui jouxte un pâturage, les jeunes ont sorti clous et marteaux pour construire une cuisine en plein air fonctionnelle, une scène couverte, des aires d'ateliers.

Les matériaux sont parfois inusités: des pancartes du parti «propre au Québec» ont servi à construire les douches, celles du Parti libéral composent les murs des toilettes au compost et un panneau du NPD a été recyclé en babillard. «On avait des têtes de Turcs, on voulait absolument des pancartes de Pettigrew et Lapierre pour les toilettes», confie avec un grand sourire taquin celle qui a sillonné la métropole à la recherche des matériaux.

Si le camp vise à être en symbiose avec la nature, on ne se prive pas pour autant de la technologie. Jeudi soir, une trentaine de participants ont pu visionner un documentaire repêché sur Internet, qui n'est pas encore sorti en salles au Québec, portant sur les accointances de la chaîne de télévision Fox avec l'administration Bush.

L'ensemble de l'expérience rappelle vaguement la philosophie hippie de la génération de leurs parents. Compost, germination de fèves pour agrémenter les salades, soirée de tam-tam et de flûte traversière autour du feu, yoga matinal: les jeunes veulent mettre en pratique au quotidien ce qu'ils appellent des «alternatives» de vie, reléguant aux oubliettes la consommation à outrance et le stress de la vie quotidienne. Exit les comités d'organisation, les chefs, les codes de procédure... On fonctionne par consensus.

«Le campement permet de vivre des alternatives pour se changer individuellement. Pour changer le monde, il faut commencer par être une bonne personne. Si tu as l'air de tripper en vivant autrement, d'autres personnes vont avoir envie de tripper comme toi», plaide Rachel, 26 ans, travailleuse sociale et membre du collectif de création artistique Vichama. Avec sept autres copains, elle habite dans une maison derrière le campement et s'occupe de jeunes en détresse qui y sont accueillis. Les fins de se-

« Il faut
trouver
un moyen
pour que
notre
réflexion
serve »

AL-QAÏDA

Le profil des membres de l'organisation a changé

SUITE DE LA PAGE B 1

Studies, à Londres, a calculé qu'al-Qaïda peut compter sur 18 000 personnes: les 20 000 entraînés en Afghanistan, moins les 2000 tuées ou capturées. En réalité, on sait que de 15 à 25 % des militants entraînés rejoignent al-Qaïda. Ils seraient donc 1000 à 3000. Mais ces chiffres ne veulent pas dire grand-chose. En effet, les terroristes ne s'organisent plus comme avant 2001. Ils ne sont pas formés dans des camps d'entraînement. Ce sont des amis, des cousins, qui se retrouvent entre eux, se montent la tête, et, un jour, ils ont une idée et passent à l'action.

Libération. Surestime-t-on al-Qaïda? M. S. C'est mon impression. Parce qu'on cherche à prévoir le pire. Les autorités sonnent l'alarme au moindre incident. On envoie à l'aéroport trois agents du FBI parce qu'un type a simplement oublié de retirer un cutter de son sac. Tout est considéré comme suspect. Le danger, c'est que les services de renseignement ne puissent plus brépter, dans ce déluge d'information — ce «bruit», comme on dit —, les vrais signaux annonçant que quelque chose se prépare.

Libération. Vous avez analysé les biographies de près de 400 membres d'al-Qaïda et d'autres organisations comparables. Quel est le portrait-robot du terroriste d'aujourd'hui?

M. S. C'est un expatrié qui vient de l'élite de son pays. Dans 65 % des cas, il a fait des études supérieures. Il arrive dans un pays d'Europe de l'Ouest, il est dépaycé, ne s'adapte pas bien, se regroupe avec d'autres personnes comme lui. Ils se sentent exclus, frustrés de ne pas avoir une place corres-

pondant à leur talent. Ce ne sont pas des gens très religieux: dans 90 % des cas, ils n'ont pas été élevés dans des écoles religieuses. Ce groupe s'isole de la société. Des liens se créent entre eux, très forts. Ils tournent leur haine vers l'extérieur du groupe. Un jour, un des membres est attiré par un discours religieux radical, et il entraîne tous les autres.

Libération. Ce profil a-t-il évolué? M. S. Oui. Le niveau d'éducation des terroristes se dégrade: dans l'attentat de Casablanca, seulement un terroriste sur quatorze avait fait des études supérieures.

Libération. Quel est l'élément déclencheur de la décision de passer à l'acte?

M. S. C'est parfois l'arrestation d'un copain. Ou alors l'invasion de l'Irak: dans le cas de l'attentat de Madrid, c'est la participation de l'Espagne qui a poussé les terroristes à commettre leur attentat. Ils ont vu un document sur Internet, expliquant qu'il fallait frapper l'Espagne pour l'obliger à retirer ses troupes d'Irak: ils l'ont fait. Ils n'étaient même pas membres d'al-Qaïda, même pas religieux au départ: c'étaient des revendeurs de drogue.

Libération. Ces groupes éclosent-ils plus facilement en Europe qu'aux États-Unis?

M. S. C'est l'impression que j'ai. L'intégration est un vrai problème en France, en Espagne, en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Aux États-Unis, l'adaptation est plus facile parce qu'il y a du mouvement. On peut grimper l'échelle sociale.

Libération. Comment faire pour réduire les risques de voir se multiplier ces cellules?

M. S. Il faut changer la politique étrangère

maine, elle se rend à Montréal pour travailler auprès d'enfants défavorisés du quartier Côte-des-Neiges.

Le changement social passe, selon elle, à la fois par des «alternatives» individuelles — en étant conséquent avec ses valeurs — à l'échelle locale, nationale et internationale. «Cela donne le vertige à beaucoup de monde», constate la jeune femme, qui a l'impression que le mouvement altermondialiste peine à passer en mode positif. «On sait contre quoi on veut agir, mais on a de la misère à développer les alternatives.»

Au terme d'une première journée d'ateliers, jeudi soir, la quarantaine de participants réunis autour du feu étaient vaguement angoissés au sujet de l'aboutissement du campement. Certes, il y a le «trip» de la vie collective en harmonie, le réseautage de militants de différents horizons, les discussions, la démocratie directe. Mais après?

À la veille de la deuxième journée d'ateliers, quelques pistes d'action se profilent tout de même à l'horizon. Certains commencent à plaider pour une campagne contre l'adhésion du Canada au bouclier antimissile. «C'est le prochain sapin qu'ils veulent nous passer. Il faut trouver un moyen que notre réflexion serve», laisse tomber Patrick.

D'autres mentionnaient la lutte pour une instance d'appel à la Commission sur l'immigration et le statut de réfugié. Sur une base plus individuelle, quelques-uns caressent des projets de nouveaux modes d'habitation, rappelant les communes. Autant de pistes d'action qui seront probablement débattues jusqu'à demain et qui pourraient être prises en charge par des groupes de participants, indépendamment de l'organisation du campement en tant que tel.

«Nous sommes en train de repenser la démocratie», conclut Mauricio, soulignant que lorsque de «vraies alternatives», tels les projets politiques de Lula au Brésil ou de Chavez au Venezuela, sont proposées au peuple, celui-ci répond «présent».

Revenant systématiquement dans le discours des participants, le mot «alternative» illustre encore un projet flou, qui relève de l'intuition. Bref, une quête qui risque de se poursuivre encore longtemps pour ces jeunes altermondialistes.

Le Devoir



REUTERS

Un otage américain détenu par al-Qaïda en juin dernier.

des États-Unis, qui met en colère les Arabes. Ceux-ci ne voient que la guerre en Irak, le soutien à Israël ou l'appui aux tyrans de leurs pays. Les terroristes sont des gens qui, au départ, cherchent à se raccrocher à une utopie, qui rêvent d'une société juste et sans exclus. Autrefois, le communisme fournissait une telle utopie. Maintenant, c'est l'utopie salafite, que représente al-Qaïda, qui remplit le vide. Il faut donc substituer à cette utopie une autre utopie, juste, mais qui puisse cohabiter en harmonie avec la culture de l'Ouest.

Libération

PERSPECTIVES

Quand les compteurs d'Hydro tourneront-ils à l'envers ?

Des firmes québécoises mettent au point de petites éoliennes permettant de produire soi-même son électricité

Produire soi-même son électricité grâce à l'énergie du vent, sans recourir aux grands fournisseurs: ce rêve, déjà réalisé, s'appelle autoproduction.

Dernier d'une série de trois articles sur les énergies nouvelles.

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

La première petite éolienne de cinq kW à pas variable au monde, silencieuse et capable d'exploiter des vents aussi faibles que trois mètres à la seconde, verra probablement le jour l'an prochain au Québec dans les ateliers de Plastique Gagnon Éolien (PGE), à Saint-Jean-Port-Joli.

Pas très loin de là, à Lévis, chez Éocycle, une importante équipe de chercheurs et de techniciens s'affaire à mettre en marché au profit des turbiniens internationaux un alternateur «à attaque directe», c'est-à-dire capable d'optimiser la production d'électricité sans le recours à la traditionnelle transmission qu'on retrouve à l'intérieur des éoliennes pour faciliter la transformation de la force du vent en énergie. L'ingénieur Maxime Dubois, qui travaille à la mise au point de cette invention, est convaincu que les systèmes à attaque directe verront leur part de marché passer de 10 à 90 % en deux décennies à cause de leur simplicité et de l'importante réduction des coûts de production et d'entretien qui en résulte.

Monika Gagnon, directrice générale de PGE, le seul constructeur d'éoliennes au Québec, est convaincue que le marché de la petite production éolienne, ce qu'on appelle l'auto-production ou la production individuelle, «est là, sur le point d'exploser, surtout si la Régie de l'énergie permet en 2005 aux clients du secteur résidentiel de vendre l'excédent de leur production personnelle au réseau d'Hydro-Québec».

Louis Beaulieu, président de Sambrabec et développeur du Catavent, une très petite «turbine» à vent modulaire qui fonctionne dans une enveloppe, à l'abri de la pluie, du verglas et de la neige, raconte qu'il a littéralement «mangé sa chemise» avec cette invention, lancée sur le marché québécois il y a plus de 12 ans, à une époque où les amateurs d'éoliennes étaient considérés comme d'audacieux rêveurs ou, au mieux, des écologistes déconnectés. Son Catavent, une machine d'une surprenante efficacité, est aujourd'hui produit au Brésil parce qu'il s'est taillé un marché intéressant dans les pays en développement. C'est Louis Beaulieu qui a agi comme expert lors des audiences du Suroît pour la coalition des Citoyens et citoyennes vers Kyoto (CCVK).

Pour lui, «l'auto-production, au moyen de la facturation nette ou inversée qu'il faudrait mettre en place au Québec, n'est pas un problème mais une solution. Si les gens qui vivent dans des régions venteuses, sur le bord du fleuve, du golfe, de grands lacs, commencent à utiliser l'énergie éolienne disponible à leur porte, on soulagerait le réseau hydro-québécois dans une proportion qui, à bien y penser, ne ferait peut-être pas tellement l'affaire de notre société d'État nationale...».

L'intérêt est là

Tous les spécialistes sont d'accord sur un point: le jour où Hydro-Québec acceptera de payer à ses clients leurs surplus d'électricité, l'intérêt des Québécois pour l'auto-production augmentera sensiblement. Les ventes se multiplieront, le prix des appareils baissera et l'auto-production aura de fortes chances de s'installer ici, même si le coût de revient risque de dépasser pour un temps les tarifs d'Hydro-Québec.

Brian Wilkinson, d'Énergie Matrix, explique que pour vendre son électricité au réseau public, un autoprodacteur doit s'équiper pour régulariser le voltage et la puissance. Cela coûte plus cher mais, dit-il, en vendant son surplus d'énergie, un autoprodacteur rentabilise son équipement plus rapidement.

Par contre, il existe un autre moyen de produire à peu de frais, même s'il a été totalement délaissé par les constructeurs. C'était pourtant un des premiers objectifs des pionniers québécois de l'éolien, qu'on retrouvait dans de petites entreprises aujourd'hui disparues,



Cet engin intègre deux formes de production d'électricité, l'éolien et le photovoltaïque.

ARCHIVES LE DEVOIR

comme Hélibeauc ou Héliowatt. Au lieu de tenter de régulariser l'électricité de leurs éoliennes et de la stocker à fort coût dans de grosses piles, ces pionniers l'utilisaient, à l'état brut, sans régularisation, en l'envoyant dans des calorifères. Ils avaient inventé ce qu'on pourrait appeler le «poêle à vent». Comme un poêle à bois, dont les poussées de chaleur sont en dents de scie, cette production de chaleur peut théoriquement diminuer de façon notable la facture d'électricité d'Hydro-Québec, qui se retrouve dans cette stratégie, confinée à garder constante la température de la maison en fournissant juste ce qui manque pour assurer le confort.

Pour l'ingénieur Maxime Dubois, n'utiliser que de l'énergie éolienne brute pour fins de chauffage est d'autant plus rationnel que le chauffage constitue la principale dépense d'énergie des ménages au Québec. Un collègue de l'Université Laval, dit-il, travaille sur un système qui permettra de stocker cette énergie pour en assurer une distribution plus équilibrée. Par le passé, plusieurs idées du genre ont été utilisées, qui s'apparentent toutes au principe du foyer de masse. Un gros sonotube de béton comme pilier central ou un plancher de béton renforcé de métal pourraient probablement permettre de stocker d'importantes quantités de chaleur et de réduire les pics thermiques de l'éolien.

Des limites

S'il reconnaît que le photovoltaïque, qui permet de transformer la lumière du soleil en électricité, coûte plus cher, Brian Wilkinson est d'avis que c'est encore, et de loin, la meilleure solution au Québec parce que, dit-il, chaque panneau fonctionnera entre 30 et 45 ans sans entretien, sans compter la possibilité d'ajouter des panneaux au fil du temps afin d'accroître la production. Mais comme les quantités d'énergie sont moindres, cette production «noble» doit servir à des applications qui en justifient le prix, par exemple pour des équipements situés loin du réseau, qu'il s'agisse de feux de circulation sur des chemins de fer, d'équipements de transmission en pleine brousse, voire plus près des villes, comme l'électrification de la croix du mont Rigaud! Brian Wilkinson a aussi rendu totalement autonome une résidence installée dans une île du lac Saint-Louis dont l'approvisionnement par le réseau hydro-québécois devenait trop aléatoire...

C'est la Ville de Montréal, plus précisément l'écocentre Rivière-des-Prairies, qui a réussi en milieu urbain l'intégration la plus poussée de l'éolien et du photovoltaïque et qui, dans les faits, est devenue le premier autoprodacteur québécois... avant même que ce type de production ne soit autorisé par la réglementation

québécoise! L'écocentre, où se déploient les services de récupération et de recyclage de Montréal, produit ainsi l'essentiel de son énergie et dirige l'excédent dans le réseau.

Facturation inversée

Officiellement, Hydro-Québec ne permet pas qu'on introduise de l'électricité dans son réseau. Si quelqu'un le fait, son compteur a de fortes chances de commencer à tourner à l'envers, diminuant ainsi la facture d'électricité! La facturation inversée, comme on la pratique dans 40 États américains, au Japon et notamment en Allemagne, grâce à 100 000 maisons équipées de capteurs photovoltaïques, pourrait entrer en vigueur l'an prochain au Québec.

«Il n'y a aucune raison pour qu'au Québec on ne puisse pas, comme dans ces pays ou États, ou encore comme en Ontario, avoir la possibilité de devenir un autoprodacteur jusqu'à concurrence de 50 kWh», précise Louis Beaulieu. En Ontario, on s'enregistre avec un simple formulaire

disponible sur Internet, sur lequel on précise sur quelle plateforme de normes fonctionne notre équipement. C'est aussi simple que cela car les équipements de raccordement et de régularisation ont tellement évolué qu'il n'est même plus sérieux de parler de problèmes techniques. Le seul problème qui reste à régler ici dans ce domaine, c'est celui de la volonté politique. Dans la population, il y a plein de gens qui pourraient trouver intéressant de se lancer dans cette production et même d'y faire des profits, à condition de ne pas le faire à l'aveuglette.»

Brian Wilkinson va un cran plus loin: «Il y a plein de gens qui achètent des gros 4X4 même si ce n'est pas très logique en matière d'efficacité énergétique. Ils aiment ça! Pourquoi quelqu'un ne pourrait-il pas vivre le plaisir de produire pour lui-même et pour le réseau public?»

Après une première année de production d'éoliennes, Monika Gagnon, de la firme PGE, n'en revient pas: «Sans la moindre publicité, sans la moindre campagne de marketing, nous avons vendu 12 éoliennes d'une puissance de 20 ou 33 kW, des machines de 75 000 \$ à 100 000 \$, parce que des gens y tiennent. Ici, en Afrique et ailleurs. Ici, au Québec, nous avons équipé un parc récréatif à Saint-Nicéphore, une serre horticole à Rimouski, bientôt peut-être une auberge en Gaspésie, une usine de pêche aux îles de la Madeleine, un édifice d'Environnement Canada à l'Île-du-Prince-Édouard, et le reste à l'étranger. Qu'est-ce que ce sera quand une plus petite machine de cinq kW sera disponible, moins chère et à portée de la bourse d'un plus grand nombre de personnes?»

De quoi peut-être ramener Sambrabec au Québec?

La quête de l'or noir

Le pétrole est revenu au centre de la géopolitique mondiale

SERGE MARTI

Il n'est pas si lointain, le temps où le magazine britannique *The Economist*, réputé pour la qualité de ses analyses, annonçait le prix prévisible du futur baril de pétrole: 5 \$. C'était en mars 1999, et le prix de l'or noir, qui en valait alors à peine le double, ne pouvait que baisser, assurait-on. C'est le contraire qui s'est produit, et dans quelles proportions!

Aujourd'hui, le cours du baril, qui, séance après séance, améliore son record historique à Londres et à New York, s'approche peu à peu des 50 \$ sans que quiconque se hasarde à prédire où et comment pourrait s'arrêter cette envolée. Qualifiée d'«irrationnelle» par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), elle a des raisons multiples.

Elles proviennent autant des lois du marché dictées par une demande industrielle croissante que de facteurs non économiques: la guerre d'Irak, bien sûr, et l'insécurité accrue sur les approvisionnements en provenance du Moyen-Orient, qui détient 75 % des réserves mondiales prouvées, le dépeçage politico-financier du géant russe Loukos, qui assure 20 % des exportations du pays et 2 % de la production mondiale, les aléas liés au brut vénézuélien, qui demeurent en dépit de l'issue récente favorable au président Hugo Chavez à propos du «référendum révocatoire».

Ces éléments apparemment disparates contribuent à dessiner un nouvel ordre pétrolier à la géographie mouvante, de l'Afrique à la région de la Caspienne, au gré des intérêts de Washington et de Moscou. De plus, la perspective de voir se tarir ces gisements d'énergie fossile, après un déclin de la production envisagé dès 2010-15, renforce la perspective d'un pétrole moins abondant et durablement cher.

Tout cela explique la flambée des prix du brut sur les marchés boursiers et la difficulté à les faire baisser. L'appel à ouvrir davantage les robinets lancé aux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole avant sa prochaine réunion, le 15 septembre, comme aux autres producteurs non membres, risque d'avoir peu d'effet à moyen terme. LOPEP tourne à 96 % de sa capacité et aura du mal à satisfaire les deux millions de barils/jour supplémentaires qui lui sont réclamés.

La Chine

À l'origine de cette boulimie énergétique figure la Chine, dont les besoins, selon l'AIE, passeront de 5,5 à 11 millions de barils/jour d'ici 2025 et dont le pétrole provient désormais en grande partie de la Russie. L'«atelier du monde» contribue à lui seul à 40 % de l'accroissement de la demande mondiale, et d'autres pays en développement industriel — les économies émergentes d'Asie et l'Inde notamment — figureront bientôt parmi les gros consommateurs alors que, signe des temps nouveaux, le Royaume-Uni est devenu, en juin, importateur net de pétrole pour la première fois depuis dix ans.

Sur la base de cette demande en progression constante et d'un retour de la croissance mondiale qui a entraîné une hausse de la consommation de brut d'environ 3,5 millions de barils/jour depuis deux ans, ce sont 120 millions de barils/jour qu'il faudra produire en 2025, 50 % de plus qu'aujourd'hui! Où les trouver? Potentiellement, l'Irak, qui figure au deuxième rang mondial en matière de réserves avec 15 milliards de tonnes derrière l'Arabie Saoudite (36 milliards), joue un rôle clé dans l'amélioration de l'offre. Mais le climat insurrectionnel sur le terrain oblige à revoir les schémas de production. La même prévention sécuritaire vaut pour l'ensemble du golfe Arabo-Persique. Il faut donc se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement.

Les États-Unis l'ont bien compris. Tout en surveillant de près des fournisseurs «historiques» parfois indisciplinés, et après avoir lancé l'idée d'un Grand Moyen-Orient, ils sont décidés à réduire leur dépendance à l'endroit des pays et régions par trop instables. C'est là, par exemple, la justification de l'offensive diplomatique et économique lancée par l'administration américaine en direction du golfe de Guinée, d'où elle compte importer, d'ici 2015, 25 % du pétrole consommé aux États-Unis. Avec pour effet d'encourager le boom pétrolier escompté pour l'Afrique subsaharienne, dont la production de brut devrait passer de quatre millions de barils/jour actuellement à neuf millions en 2030.

Nouveau souffle

Mais c'est surtout dans la région de la mer Caspienne, en proie elle aussi à un essor pétrolier et gazier dont bénéficie surtout l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan, que le pétrole se trouve replacé au centre de la géopolitique mondiale. D'après diverses études, ces trois ex-républiques soviétiques disposeraient d'environ 30 milliards de barils de réserve de pétrole prouvée, soit l'équivalent des gisements de la mer du Nord, rapporte Laurent Ruseckas, du Cambridge Energy Research Associates, dans la revue *Societal*.

La réalisation de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), destiné à acheminer le pétrole d'Azerbaïdjan vers un port turc de la Méditerranée via la Géorgie, illustre les passes d'armes auxquelles se livrent Américains et Russes dans une région étroitement surveillée par les Iraniens, les Turcs et les Chinois. Parmi tous ces acteurs, la Russie revendique le rôle qu'autorisait sa puissance pétrolière, à savoir près de huit millions de barils/jour, autant que l'Arabie Saoudite, mais aussi gazière, ce vaste pays détenant 45 % des réserves mondiales de gaz, contre 36 % pour le Moyen-Orient. Ces deux données expliquent la reprise en main par le président Vladimir Poutine de la politique énergétique russe auprès d'oligarques.

Parallèlement, explique Catherine Mercier-Suissa, maître de conférences à l'AIE de Lyon-III, face à la volonté de Washington de renforcer sa présence économique et stratégique en Asie centrale et en Géorgie — où elle dispose depuis le 11 septembre 2001 de bases militaires — en favorisant la création d'une organisation régionale indépendante de Moscou, le GUAM, qui regroupe la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, le Kremlin a riposté en redonnant un nouveau souffle à deux structures. L'Organisation du traité de sécurité collective, qui lie quelques-unes des anciennes républiques d'Asie mineure, est en passe d'être renforcée, de même que l'Organisation pour la coopération de Shanghai. Celle-ci comprend, outre la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, un allié de poids: la Chine. Celle-ci est aussi un client de choix pour la Russie, qui envisage la construction d'un gigantesque oléoduc permettant de fournir en abondance du pétrole à partir du lac Baïkal non seulement à l'empire du Milieu mais aussi aux deux Corées et au Japon. De quoi anticiper de nouvelles guerres de l'or noir.



ARCHIVES LE DEVOIR

Il y a longtemps que les agriculteurs québécois utilisent le vent.

É D I T O R I A L

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
 Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directeur de l'information JULES RICHER
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

Préparer
ou enclencher?

L'appel lancé lundi par Jacques Parizeau pressant le Parti québécois de remettre en cause la démarche étapiste vers la souveraineté a suscité de nombreuses réactions. Plusieurs y ont vu un appui de sa part à une élection référendaire et ont conclu qu'il s'éloignait dès lors des principes démocratiques qui ont toujours été à la base de la démarche péquiste. Est-ce bien le cas?

Le texte publié par l'ancien premier ministre dans *La Presse* permet en fait de nombreuses interprétations puisqu'il s'agit d'une réflexion. Prenant de la hauteur, M. Parizeau y expose les diverses avenues possibles pour réamorcer le processus vers la souveraineté, manifestant toutefois un intérêt particulier pour les idées exprimées plus tôt cette année par le directeur de la revue *L'Action nationale*, Robert Laplante. Celles-ci ont indéniablement sa faveur, au point où on en parle déjà, dans les cercles péquistes, comme étant l'approche Parizeau-Laplante.

Qualifier d'élection référendaire cette approche est certes un raccourci qui, s'il ne correspond pas tout à fait à la vérité, n'en est peut-être pas loin pour autant. Le texte de M. Parizeau, qui reprend celui publié en début d'année par M. Laplante, comporte des ambiguïtés, si bien que deux lectures différentes en sont faites.

1- Aux prochaines élections, le Parti québécois ferait ainsi de la souveraineté le seul enjeu du scrutin, ce qui lui donnerait le mandat de préparer le processus d'accession à la souveraineté. Un gouvernement péquiste aurait alors toute autorité pour engager une série de démarches, notamment la rédaction d'une constitution pour un Québec indépendant. Un référendum aurait lieu pour ratifier cette constitution, ce qui permettrait aux Québécois de se prononcer implicitement sur la souveraineté. Si c'est bien le cas, il n'y a là rien de fondamentalement antidémocratique. Dans notre système électoral, il est légitime pour un gouvernement de réaliser ses engagements lorsque ceux-ci ont été exprimés clairement. On ne pourrait qualifier une telle démarche d'élection référendaire puisque la distinction entre élection et référendum est préservée.

2- L'option Parizeau-Laplante prend cependant un tout autre sens si on remplace le mot «préparer» par **enclencher** pour ce qui est du processus de souveraineté. Plusieurs éléments de la proposition laissent croire que les gestes que fera un gouvernement péquiste au lendemain de l'élection seront engageants. Le scrutin sera le «moment inaugural». Élu, le gouvernement estimerait avoir la légitimité d'agir. Une constitution serait rédigée et soumise à un référendum exécutif. Ce référendum serait l'acte de naissance du Québec souverain. Si les Québécois rejettent la constitution proposée, rejetteraient-ils du même coup la souveraineté? Sur ce point, M. Parizeau est resté vague à souhait mercredi soir sur les ondes de Radio-Canada, disant qu'il faut réfléchir à ce qui arriverait. S'il n'est pas possible de revenir en arrière à l'occasion de ce référendum, il faudrait alors conclure que ce qui est proposé est bien une élection référendaire.

Entre ces deux lectures, il y a des choses à clarifier. Il faut savoir laquelle est la bonne. S'il est vrai que certains pays ont accédé à l'indépendance à la suite d'élections — c'est le cas de la Slovaquie, par exemple —, il reste que les Québécois ont accepté de cheminer avec le PQ depuis 35 ans parce qu'il y avait cette garantie d'un processus démocratique reposant sur la règle de la majorité absolue pour réaliser la souveraineté, ce que ne garantit pas une élection dans le contexte politique québécois. M. Parizeau est d'ailleurs le premier à le reconnaître en raison de la présence d'un tiers parti. Remettre en cause cette règle ne serait pas acceptable.

Les militants péquistes n'en sont pas à leur premier débat sur la stratégie. Parfois, ces débats ont été déchirants. En d'autres occasions, ils ont permis de refaire des consensus qui leur ont alors permis de s'engager à nouveau dans l'action. Un collègue anglophone de Toronto semble l'avoir bien saisi, écrivant cette semaine en titre d'une chronique sur le mouvement souverainiste que celui-ci est tout sauf mort.

bdescoteaux@ledevoir.ca

Le fusible al-Sadr

Depuis une quinzaine de jours, le porte-étendard du radicalisme chiite, Moqtada al-Sadr, joue au chat et à la souris. Dans les négociations qu'il poursuit avec les représentants du premier ministre Iyad Allaoui et dont le mausolé d'Ali est l'enjeu, al-Sadr a pris un soin méticuleux, pour ne pas dire maniaque, à dire et à se dédire. Le but de la manœuvre? Aiguïser au maximum les nerfs de ses adversaires pour mieux se poser en tant qu'acteur incontournable de la scène irakienne au lendemain des élections, désormais prévues pour janvier 2005.

Si on en croit les informations qui émanent de Bagdad, les fameuses clefs du mausolé où repose le gendre du prophète auraient été remises aux adjoints de l'ayatollah al-Sistani. Pour ce qui est du désarmement des milices commandées par al-Sadr, ce dernier se refusait hier encore à donner satisfaction aux autorités. Le prétexte employé relève de la farce tragique.

En effet, selon le jeune leader, il lui est impossible d'ordonner l'abandon des armes puisque les armes en question appartiennent au Mehdi, soit l'imam occulté que les chiites considèrent comme le prochain prophète. Selon les propos de Sadr, il faut que «tout le monde sache que cette armée est la base de l'imam Mehdi et que je n'ai pas le droit de la dissoudre». Qu'on prenne le droit de former une armée mais pas celui de la dissoudre relève probablement de la schizophrénie politique.

Pendant que les discussions se poursuivaient entre les personnes concernées, les partisans de celui que la hiérarchie chiite juge comme un dangereux illuminé ont poursuivi leur travail de sappe sur le front pétrolier. Dans le sud du pays, on a constaté que des explosions avaient sérieusement endommagé l'infrastructure de distribution, hissant du coup le prix du baril de pétrole aux environs des 50 \$.

On l'aura compris: pendant que Sadr feint un retrait à Najaf, il fait le coup de feu dans le sud pour mieux conserver sa capacité de nuisance. Bien évidemment, ses faits et paroles agacent au plus haut point le premier ministre Allaoui. On sait beaucoup moins qu'ils énervent tout autant l'ayatollah al-Sistani qui, dans la hiérarchie chiite, est la plus haute autorité religieuse sur tout le territoire irakien.

Ce dernier, c'est à souligner, a adopté une stratégie politique toute simple. En substance, cette position est la suivante: les autorités actuelles peuvent faire tout ce qu'elles veulent. Comme nous sommes majoritaires, il est presque assuré que nous hériterons du pouvoir à la faveur des prochaines élections. Nous ferons alors ce que nous voudrons.

C'était sans compter le fusible al-Sadr. Il est désormais en mesure de briser les rêves de la majorité chiite.

Le référendum volé

J'ai toujours été dubitatif sur le caractère trompeur, éphémère, fugace, terriblement événementiel du mode référendaire de consultation populaire, qui ne procède pas de notre tradition parlementaire. La plupart du temps, les électeurs ne répondent pas à la question posée mais censurent ceux qui la posent parce qu'ils n'ont pas obtenu satisfaction de leurs intérêts corporatistes. Qui plus est, il est infiniment plus facile pour les braqueurs de l'indépendance nationale de voler un référendum que de voler 125 circonscriptions électorales.

Le référendum de 1995 n'a pas été l'expression de la volonté populaire mais le résultat des procédés dolosifs des fédéraux, des tribunaux d'exception émettant jour et nuit des certificats de citoyenneté canadienne à des milliers de personnes qui n'étaient pas admissibles. Sans compter l'argent sale d'Ottawa, investi dans la campagne référendaire en contravention de nos lois.

À cet égard, je ne comprends pas qu'aucun journaliste, écrivain, intellectuel, n'ait eu le courage d'écrire un livre fouillé et documenté ayant pour titre: «Le référendum volé». Ce moment infamant de notre histoire est passé

à la trappe de l'oubli avec la complicité des pusillanimes et des chantres d'un communautarisme hostile au vouloir-vivre ensemble.

Yves Michaud
 Le 17 août 2004

Pour une police rentable!

Un article a attiré mon attention dans *Le Devoir* d'aujourd'hui: «L'écoute électronique doit être financée par les abonnés, croient les policiers» (page A 3).

En effet, les chefs de police proposent de hausser nos tarifs téléphoniques de 25 ¢ par mois pour financer l'écoute électronique, qui sert à contrer le terrorisme et la criminalité. C'est le principe de l'utilisateur-payeur dans sa plus pure expression.

Bravo, il était temps d'y penser. Je propose donc de suivre cette ligne de pensée jusqu'au bout et que les policiers paient leur véhicule de patrouille et son entretien... puisque ce sont eux qui s'y baladent, pas moi! On devrait aussi rentabiliser les caméras des autos-patrouilles en vendant certaines images à la télé! Les profits des images d'embrassades, sans distinction de l'orientation sexuelle, pourraient même servir à financer les en-

quêtes sur la pédophilie et les crimes sexuels, par exemple! Parlez-moi d'une police rentable!

Michel Handfield
 Titulaire d'une maîtrise en sociologie et délinquant intellectuel pour penser autrement
 Montréal, le 16 août 2004

Vive la télévision mondiale!

Notre ministre du Patrimoine [...] et les membres du CRTC examinent la possibilité d'ouvrir nos ondes à la télévision des autres pays. Faut-il les féliciter d'avoir attendu jusqu'à maintenant pour ce faire? Comment se fait-il que nous n'ayons pas accès depuis longtemps à la télévision japonaise, allemande et surtout de langue espagnole?

Mais il semble que le débat soit plutôt mal engagé. Selon quels critères accordera-t-on les licences? On aimerait que la qualité du contenu des émissions ait une valeur prépondérante par rapport aux considérations politiques sur le poids du «vote ethnique».

Guy Mercier
 Québec, le 19 août 2004

LETTRES

REVUE DE PRESSE

Parizeau? Du botox pour Jean Charest!

Antoine Robitaille

C'est avec un certain plaisir dans le ROC que la dernière sortie de Jacques Parizeau en faveur d'une élection référendaire a été réprouvée cette semaine.

Plaisir, d'abord parce que c'est là «un autre cadeau de l'ancien premier ministre à Jean Charest», comme le faisait remarquer le *Calgary Herald* mercredi. Il ajoutait: «Dans une province où il est difficile pour les libéraux de bien paraître, la provocation intellectuelle de Parizeau a l'effet d'un traitement au botox dont le parti de Charest avait besoin.» Parizeau aide tellement les fédéralistes qu'il faut se demander s'il n'a pas été, à l'instar de Claude Morin, à la solde de la GRC pendant toutes ces années, comme le disait Andrew Coyne dans le *National Post* mercredi.

Plaisir, ensuite, parce que l'été est morne et sans nouvelles. En plus de donner de quoi écrire, Jacques Parizeau permet de s'indigner à peu de frais: tout le monde s'entend dans le ROC (encore plus qu'au Québec) pour condamner la nouvelle astuce pariziste. Sans compter que le personnage, très contrasté, fait une bonne cible. C'est une sorte d'épouvantail. «Charest n'aurait pas pu inventer un adversaire plus facile à battre», écrit le *Calgary Herald*. Parizeau a commis «un geste de désespoir», écrivait le *National Post* mercredi. «De la pure démenche politique», renchérisait hier le *Toronto Star*, déchirant sa veste.

Les caricaturistes se sont précipités sur l'affaire. Dans le *Post*, on voyait mercredi un Parizeau à l'air malveillant, déguisé en juge olympique et accordant un gros zéro aux athlètes canadiens en plongeon synchronisé, l'une étant québécoise, l'autre «rocienne» (si vous me permettez). Dans le *Globe and Mail*, c'était un Parizeau à l'air détraqué, coiffé d'une antenne de télé, qui attendait au bureau des brevets tout en traînant, au bout du fil d'une vieille télécommande, une sorte de robot bricolé sur lequel était inscrit: «Stratégie souverainiste nouvelle et améliorée». Un employé du bureau des brevets disait à son collègue: «Il est de retouruuuuur!»

Un retour: c'est ce que l'ancien premier ministre tente «désespérément» avec cette nouvelle intervention, disait le *Post* en éditorial mercredi:

«Il veut insuffler un peu de vie à un mouvement souverainiste moribond.» Le *Post* reconnaît à l'homme une qualité: «Il n'a jamais hésité à parler clairement.» À preuve, son «commentaire de 1995 sur l'argent et les votes ethniques», après la victoire du NON, qui entachera son héritage pour toujours.

Le *Globe and Mail* affirmait d'ailleurs mercredi que la position de Parizeau est en quelque sorte une resucée de son célèbre discours de 1995. Le *Globe* soulignait que l'ancien premier ministre, dans sa lettre, parlait des votes immigrants comme étant peu importants et possibles à contourner. «Aujourd'hui comme hier, ses arguments s'avèrent insupportables», concluait le *Globe* avec gravité.

Le *National Post* allait dans le même sens mercredi en affirmant que la dernière proposition de Jacques Parizeau est «profondément antidémocratique».

Certes, notait le journal torontois, il y a eu au Canada une série d'élections référendaires: pensons au libre-échange en 1988, au contrôle des prix et des salaires dans les années 70. Au Québec, on pourrait citer la nationalisation de l'électricité dans les années 60. Mais la décision de quitter un pays et d'en créer un nouveau «ne peut pas être prise à partir d'une simple pluralité de voix comme à un scrutin ordinaire». Le *Post* note que la tactique de Parizeau contreviendrait par ailleurs à la loi provinciale sur les consultations populaires, laquelle stipule que les élections doivent être distinctes des référendums. (Il faut donc prendre note que le *Post* reconnaît la légitimité de cette loi!)

La sortie pariziste comporte des aspects rassurants, note le *Post*: «Le militant séparatiste le mieux connu» (le *Calgary Herald* parlait du «plus ardent des révolutionnaires») reconnaît d'une certaine façon «que dans un référendum normal, il est hautement improbable que le OUI obtienne près de 50 % des voix». Le *Post* rappelle avec un plaisir contenu que «la loi sur la clarté disqualifierait une faible majorité».

Souignons que le *Post*, comme le *Globe*, félicite le chef actuel du Parti québécois d'avoir opposé une fin de non-recevoir à M. Parizeau. Et voilà que le ROC, chose rare, encense Landry à l'unisson. Le *Calgary Herald* écrit à ce propos: «Bien que nous ayons eu

maints différents avec les objectifs de Landry par le passé, il faut bien avouer que ses instincts semblent à tout le moins démocratiques.» Le *Toronto Star*: «Landry a raison de refuser ce stratagème. Plonger les Québécois dans le mépris de la loi, dans la confusion et dans la division, ce n'est certainement pas une stratégie gagnante.» Le *National Post*: «Il faut saluer la réaction de Landry.»

Le prédécesseur de Bernard Landry obtient aussi quelques bons points: «Parizeau et sa faction ont clairement montré leur esprit totalitaire», écrit encore le *Calgary Herald*. «Pour eux, attendre ce que Lucien Bouchard avait appelé les «conditions gagnantes», c'est-à-dire un appui majoritaire, cela équivaut à attendre Godot.»

John Ibbitson, du *Globe and Mail*, faisait bande à part mercredi. «La vérité, en fait, c'est que M. Parizeau a raison à 75 %», disait-il. Le chroniqueur du *Globe* estime qu'avant 1989, le droit international semblait refuser la légitimité à toute déclaration d'indépendance d'une partie d'un État, à moins que ce soit une colonie. «Mais ces règles ont été modifiées avec la fin de la guerre froide», dit Ibbitson. En effet, le Canada a reconnu le droit de l'Ukraine à l'indépendance. Sans compter que la communauté internationale a accepté que la Croatie, la Sloénie et même la Bosnie se séparent de la Yougoslavie.

Même des «sécessions violentes» ont été reconnues, comme celle de l'Érythrée en 1993. Bref, il y a des précédents, dit Ibbitson, qui ajoute que «la démocratie parlementaire confère à tout parti qui a une majorité de sièges la pleine compétence de légiférer dans son champ de compétence». Mais il y a la faiblesse de l'argumentaire pariziste, dit Ibbitson: «Il n'y a rien non plus dans la Constitution qui confère à une province le droit de se séparer unilatéralement.» Ibbitson dit que l'esprit de la loi sur la clarté serait respecté si le Parti québécois remportait des élections avec un programme clair ne comportant qu'un seul sujet: la séparation. Mais il faudrait que le PQ obtienne au moins 50 % des voix, ce qui ne s'est jamais produit. Bref, «le raccourci de Parizeau n'en est pas un». Ce que sait Monsieur, qui désire, comme à son habitude, fouetter ses troupes.



Bernard Descôteaux



Serge Truffaut

IDÉES

Un référendum sur la souveraineté au Québec

Une exigence internationale incontournable

ALAIN-G. GAGNON

Titulaire

JACQUES HÉRIVAUULT

Coordonnateur

Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, Université du Québec à Montréal

Deux arguments fondamentaux ont été évoqués récemment pour contredire la nouvelle-ancienne thèse de Jacques Parizeau, de Robert Laplante et de plusieurs jeunes militants actifs au sein du Bloc et du Parti québécois sur la question de la stratégie d'accession à la souveraineté du Québec: la stratégie proposée serait antidémocratique puisque le gouvernement nouvellement élu du PQ n'aurait pas reçu l'aval d'une majorité des Québécois et, dans le cas de figure proposé, un Québec déclarant sa souveraineté dans ces conditions ne recevrait pas la reconnaissance internationale.

Ces deux arguments sont hautement valables, puisque sans un appui majoritaire de la nation québécoise, nul ne serait investi de la légitimité nécessaire pour enclencher un processus d'accession à la souveraineté du Québec. Il est certain que la communauté internationale ne serait pas dupe d'un stratagème allant à l'encontre de la volonté populaire.

Par contre, dans ce débat, il nous semble qu'un autre argument n'a pas à ce jour été évoqué: le processus référendaire de 1995 a lui-même reçu une reconnaissance internationale et une légitimité fondamentale aux yeux de la communauté des nations. Cette reconnaissance n'est certes pas un gage absolu de la reconnaissance des résultats, mais elle est le socle indispensable sur lequel le Québec pourra espérer l'obtenir.

L'aval des nations

Pensons tout d'abord au partenaire politique qui comprend le mieux les aspirations nationales du Québec, la France. Sa politique étrangère explicite vis-à-vis de la question québécoise, «la France accompagnera le Québec sur le chemin qu'il choisira», est non seulement fondée sur un lien d'amitié renoué dans les années 1960, mais procède aussi d'une acceptation des règles référendaires appliquées à deux reprises.

La position française n'est pas sans lui causer certains problèmes car beaucoup d'États la lui reprochent. La France s'en fait parfois elle-même le reproche et le travail québécois pour qu'elle ne l'abandonne pas est exigeant. Nous osons à peine imaginer comment ce partenaire aussi fondamental et nécessaire au Québec réagirait si le PQ faisait fi des normes démocratiques que la France a elle-même légitimées publiquement. [...]

Tournons-nous maintenant vers le cas américain, l'autre extrême dans l'évaluation de la légitimité du mouvement souverainiste québécois. Les États-Unis seraient sûrement un des derniers États à reconnaître le nouvel État québécois. Mais, dans ce débat, il faut se poser une question inévitable: pourquoi les États-Unis sentent-ils le besoin d'avoir une politique étrangère bien établie vis-à-vis de la question québécoise? Et pourquoi le président américain de l'époque, Bill Clinton, tout de même un des politiciens, sinon le politicien le plus puissant au monde, a-t-il senti le besoin d'intervenir trois fois personnellement pour réitérer cette politique (en février et en octobre 1995, ainsi qu'au Forum des fédérations en 1999)?

La réponse à cette question est simple: même s'ils ne souhaitent pas reconnaître un Québec souverain et qu'ils seraient parmi les derniers à le faire, les États-Unis n'arrivent pas à ne pas reconnaître la légitimité de



REPRISE DU 26 AVRIL 2004

la démarche québécoise telle qu'elle s'inscrit à l'intérieur des règles actuelles. La vaste majorité des États démocratiques sont aux prises avec le même dilemme.

La Loi sur la clarté, il ne faut surtout pas l'oublier, fait partie de la stratégie fédérale pour éviter l'état de panique régnant en 1995 alors que le gouvernement canadien réalisa qu'effectivement, la plupart des pays industrialisés se retrouvaient dans une position intenable: ils ne souhaitaient pas avoir à reconnaître le Québec comme pays souverain si les résultats étaient positifs mais jugeaient que la démarche démocratique choisie était exemplaire. La diplomatie internationale n'avait que des reproches à faire à l'État canadien: «Aidez-nous à nous sortir de ce pétrin», pouvait-on imaginer les diplomates demander à Ottawa. Surtout que, pour plusieurs d'entre eux, l'avènement d'un Québec souverain par la voie démocratique leur posait un problème important d'un point de vue intérieur.

Au-delà de la nécessité pour Jean Chrétien de calmer la fronde contre lui dans le reste du Canada à la suite des résultats de 1995, la communauté internationale lui demandait aussi des comptes. Michel Vastel révèle l'ampleur du mécontentement international dans un article publié dans *L'Actualité* le 15 novembre 2003, citant Boutros Boutros-Ghali, alors secrétaire général des Nations unies: «Comment pouvez-vous laisser faire cela? Si vous acceptez des sécessions aussi facilement, il va y avoir 500 nouveaux États et le monde sera ingouvernable...»

C'est en grande partie pour cette raison que Chrétien fit appel à Stéphane Dion pour mettre en place le «plan B», espérant que le jugement de la Cour suprême du Canada sur la sécession du Québec calmerait

les partenaires internationaux du Canada.

Or, ce ne fut pas le cas. Puisque le renvoi à la Cour suprême confirmait qu'une question et qu'un résultat «clairs» forceraient le gouvernement fédéral à négocier l'accession du Québec à sa souveraineté, la communauté internationale ne voyait toujours pas comment mettre en doute la démarche démocratique suivie par le Québec en 1980 puis en 1995. D'où la Loi sur la clarté devant permettre à l'État canadien de discréditer la question choisie et de hausser d'autorité le seuil nécessaire pour empêcher le Québec de lui faire faux bond.

Le gouvernement fédéral et le reste du Canada croient fermement qu'ils sont maintenant à l'abri de leur obligation de négocier si un autre référendum, selon les modalités de 1995, devait avoir lieu. Mais la communauté internationale est loin d'en être certaine. Elle ne conçoit toujours pas comment elle pourrait s'extraire de ses responsabilités démocratiques si le Québec devait voter majoritairement en faveur de la souveraineté.

Ce ne seront pas que les précédents internationaux qui dicteront inévitablement la façon dont la communauté internationale évaluera la situation québécoise. Le contexte proprement québécois dans lequel évolue ce débat depuis plus de 30 ans est tout aussi fondamental. Mais les États souverains ont eu à réfléchir sérieusement en deux occasions à leurs réactions face à la possibilité d'un vote positif en faveur de la souveraineté au Québec. Il existe maintenant une mémoire institutionnelle au niveau international sur le sujet et nous ne pouvons pas en extraire le débat sur les stratégies d'accession à la souveraineté. [...]

Suivre le plan de match

Le Parti québécois aura le mandat de préparer la souveraineté

PAULINE MAROIS

Députée du Parti québécois, circonscription de Taillon

La dernière intervention publique de monsieur Jacques Parizeau a suscité un vif débat et passablement de confusion. Plusieurs critiques ont aussitôt assimilé sa proposition à celle d'une élection référendaire, c'est-à-dire que l'élection du Parti québécois autoriserait à déclencher un processus irréversible vers la souveraineté. Le journal *La Presse* titrait: «Pas besoin d'un nouveau référendum». Pourtant, si l'on veut bien se donner la peine de relire son texte, il est clair que M. Parizeau propose au PQ de demander à la population un mandat clair de préparer la souveraineté: «Si le gouvernement fédéral s'est préparé à un troisième référendum, il s'en faut de beaucoup que le gouvernement du Québec ait, dans les années qui ont suivi 1995, agi avec autant de lucidité... Il ne faut pas s'étonner que la conclusion de beaucoup de souverainistes c'est que dans les conditions actuelles, la partie n'est pas jouable.»

Voilà, à mon avis, le cœur de l'argumentation. Et elle ne conduit pas l'auteur à appuyer l'hypothèse d'une élection référendaire. Au contraire, il en démontre les limites et les incohérences. En fait, il propose un référendum sur un projet de Constitution. Pour moi, un prochain référendum doit porter sur la souveraineté, alors que le projet de Constitution est un outil pour démontrer la nécessité de celle-ci.

Préciser le plan de match

Le printemps dernier, j'invitais les souverainistes et les progressistes à rallier le Bloc québécois. Comme M. Parizeau, je crois que la victoire du BQ et les débats sur le renouvellement du programme du PQ nous incitent à préciser le plan de match souverainiste.

Comme je le disais en mai dernier, il faut que le PQ soit élu si nous voulons tenir un référendum sur la souveraineté. Le PQ regagnera la confiance des Québécois seulement s'il offre une véritable alternative au gouvernement Charest. Pour moi, cela signifie que le PQ doit renouveler sa vision de la social-démocratie. C'est incontournable: un gouvernement souverainiste doit assumer pleinement les responsabilités de l'État québécois. Nous solliciterons la population avec un programme de gouvernement et un plan d'action clair pour bâtir un pays. Mais, et cela est fondamental, le gouvernement d'un parti souverainiste a nécessairement un mandat pour préparer la souveraineté.

La prochaine élection ne sera pas une élection référendaire, mais si l'on veut vraiment tenir un référendum dans le cours du prochain mandat, le PQ doit inclure dans son programme électoral l'engagement à préparer la souveraineté. Il n'y a pas de déficit démocratique à faire ce que l'on a promis de faire. Et c'est pourquoi nous devons y travailler dès maintenant.

Je propose donc qu'au lendemain de sa victoire, le gouvernement du PQ entreprenne rapidement:

- les travaux d'élaboration d'une Constitution provisoire et la création d'une assemblée constituante dans ce but;
- la création d'un ministère de l'Accession à la souveraineté sous la responsabilité directe du premier ministre. Ce ministère mettrait en place les mesures appropriées pour faciliter la transition et veillerait à ce que chacun des ministères se dote d'un plan d'action qui répondrait à tous les besoins du Québec sans se restreindre au cadre fédéral actuel;
- la mise en place de plans de transition dans chacun de ses ministères afin d'être prêt à répondre à tous les besoins du Québec si les citoyens choisissent d'en faire un pays libre et souverain;
- et, bien entendu, faire la promotion de ce projet de pays en vue du référendum qui porterait spécifiquement sur la souveraineté. Bien sûr, ce gouvernement souverainiste utiliserait des fonds publics pour promouvoir la souveraineté, mettre en place une assemblée constituante et préparer rigoureusement la transition.

Pour moi, seul un référendum portant directement sur la souveraineté donnera la légitimité nécessaire pour la réaliser. Il n'y a pas de raccourci et il n'y a pas de solution magique. Il n'y a que du travail à faire. Mettons sur la table un projet de Constitution et un plan de transition pour que les citoyens voient où l'on pourrait aller comme nation. Et demandons aux citoyens s'ils veulent faire du Québec un pays souverain. Quand nous aurons gagné le référendum, nous pourrions adopter une Constitution provisoire et réaliser le plan de transition vers la souveraineté.

M. Parizeau soulignait également que le référendum de 1995 avait été témoin de plusieurs irrégularités. Nous devons nous assurer que, lors du prochain référendum, le processus ne soit pas une nouvelle fois entaché d'irrégularité. Est-ce que ce sera par le biais d'une carte d'électeurs? Par la présence d'observateurs internationaux? Nous devons nous pencher sur cette question. [...]

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Refuser de devenir le parti de l'alternance

ROBERT PERREAULT

Ex-député de Mercier à l'Assemblée nationale et ministre du gouvernement de Lucien Bouchard

Les militants du Parti québécois, du moins ceux d'entre eux pour qui l'accession du Québec à la souveraineté constitue la raison d'être de leur parti et le sens de leur engagement politique, seraient bien avisés d'y penser à deux fois avant de rejeter prématurément la proposition de Robert Laplante.

Contrairement à ce qu'une certaine presse délirante laisse entendre, la proposition de Laplante est tout à fait légitime et démocratique. Elle ne comporte aucun piège. Elle suppose toujours la tenue d'un référendum et l'appui d'une majorité de la population pour réaliser l'accession du Québec à la souveraineté. En ce sens, elle s'inscrit parfaitement dans le droit chemin des engagements historiques du Parti québécois. L'histoire politique des dernières années a fait d'ailleurs de cette démarche un chemin démocratique incontournable pour l'accès du Québec à la souveraineté que nul ne conteste sérieusement au sein du PQ.

Bien plus, cette proposition a le mérite de nous offrir deux référendums pour le prix d'un. En effet, ce référendum portera non seulement sur la volonté ou non de faire du Québec un pays souverain mais aussi sur le type de pays souhaité, puisque la Constitution de ce futur pays sera l'objet de ce référendum. Des réponses précises pourront donc être données à tous ceux qui ont soulevé par le passé des inquiétudes à l'égard du projet de pays souhaité ou encore à ceux qui sont mal à l'aise de confier un tel mandat en blanc au seul PQ. Je pense aux forces progressistes notamment.

Les débats qui devront avoir lieu pour fixer les grandes balises, les valeurs et les institutions qui devront fonder ce pays et sa future Constitution auront une force pédagogique certaine et ne pourront que favoriser une réappropriation par la collectivité québécoise des raisons d'être de ce projet. Ce débat risque d'être beaucoup plus intéressant et moins stérile que le seul débat du OUI ou du NON à la souveraineté, sans en faire toutefois l'économie bien évidemment.

Mais le principal mérite de la proposition de Robert



Laplante réside ailleurs. Elle implique nécessairement le rejet de toute ambiguïté quant à la plate-forme électorale du PQ lors des prochaines élections générales. Elle réinstalle le combat pour la souveraineté au cœur des raisons d'être et de la démarche du PQ. La démarche proposée implique nécessairement l'abandon de toute velléité de flirt électoral avec l'idée de la réélection du PQ pour former une fois de plus un bon gouvernement. Bien plus, elle le rend impossible. C'est peut-être ce qui explique son rejet si rapide par certains des ténors du parti.

Ce qui guette certains, c'est la tentation de se présenter devant l'électorat avec la plate-forme politique d'un bon gouvernement, un gouvernement d'alternance, qui dirigera le Québec au meilleur de ses intérêts. Bien sûr, l'avenir souhaité pour le Québec est celui d'un pays souverain, mais un peu comme un projet lointain, un vieux rêve diraient certains, un projet en quelque sorte virtuel. Évidemment, nombreux sont les Québécois disposés à s'accommoder de cette position, c'est si peu exigeant.

La preuve a déjà été faite et n'est plus à faire qu'un gouvernement du PQ peut être un excellent gouvernement. Il faut donc rejeter ce scénario car il ne peut mener à la souveraineté, c'est au contraire le chemin le plus sûr pour tuer le projet. Il faut fermer la porte à toute éventualité d'un PQ qui pourrait se contenter de diri-

ger une province et revenir à l'essentiel, à savoir le seul combat pour la souveraineté et une démarche forte pour y arriver. Il y va de la crédibilité du parti et de l'avenir du projet.

On ne peut en effet soutenir d'une part que le fédéralisme canadien est un carcan pour le Québec, que les tendances lourdes, le déséquilibre fiscal vont provoquer à terme un rattachement des ambitions québécoises au point de faire de l'État du Québec un gros ministère de la Santé ou de l'Éducation et accepter en même temps de faire la job et la démonstration que tout finit quand même par plus ou moins s'arranger. Soit l'on se conte des histoires, soit l'on en conte aux gens. Or tous ceux qui ont été aux affaires de l'État et participé au gouvernement au cours des dernières décennies savent très bien que la situation présente est de plus en plus intenable.

On ne peut non plus avoir comme ambition de faire la souveraineté du Québec et, une fois au pouvoir, renoncer à utiliser les leviers de l'État pour ce faire, se refuser toute initiative. Le gouvernement fédéral, lui, ne se gêne pas pour contrecarrer par tous les moyens à sa disposition le projet québécois; le scandale des mandantes n'en est probablement que l'une de ses manifestations. Pense-t-on sérieusement qu'il sera possible à un gouvernement du Parti québécois de faire accéder le Québec à la souveraineté sans combat politique, sans stratégie, sans placer les Québécois devant les enjeux réels?

Il faut avoir le courage de dire aux Québécois qu'ils ne pourront, lors des prochaines élections, se contenter de remplacer le gouvernement Charest par un gouvernement du PQ. Je pense personnellement qu'il faut, lors des élections, placer clairement les électeurs devant le fait qu'un vote pour le PQ constitue un mandat pour enclencher immédiatement le processus qui mènera à la souveraineté, qu'un vote négatif lors du référendum entraînerait la démission immédiate du gouvernement. La seule stratégie gagnante pour réaliser la souveraineté du Québec est celle d'un PQ en lutte, se refusant à exercer le pouvoir, et le disant clairement, autrement que dans le cadre d'un mandat recherché auprès des électeurs pour réaliser son projet politique. [...]

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Jostée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Benoît Munger (responsable du site Internet); Jean-Pierre Legault (pupitre édit, idées, perspectives et sports); Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable); Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels); Stéphane Baillargeon (théâtre); Paul Cauchon (médias); Caroline Montpetit (histoire); Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarche (arts vivants); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Dominique Bény, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Tallier, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa); Tommy Chouinard et Robert Desrosiers (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (commun); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Legault, Anélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Michelle Rueland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrice adjointe); Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production); Nathalie Lemaitre, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage); Ginelle Zenard, coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation; Geneviève Duguay, Monique Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables); Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur); Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative); Claudine Chevier, Chantal Rochon, Danielle Rosa.

LE DEVOIR

Le DEVOIR est membre de la "Canadian Press", de l'"A.B.C." et de la "C.D.N.A."

Semaine du 16 au 22 août 1936

20 AOÛT 1936 Nous avons de plus hautes ambitions

Le "Devoir" et les partis

La vieille complainte reprend: elle ne nous étonne point. Certains qui, pendant la campagne électorale, criaient: *Le Devoir* obéit à un puissant appétit de lucre... disent aujourd'hui: *Ah! le Devoir est bien chanceux! le nouveau gouvernement lui doit en partie sa victoire de lundi. Le Devoir va prendre dans les faveurs ministérielles la place du Soleil et du Canada...*

Nous ne contestons point la bonne foi de quelques-uns de ceux qui répètent ces sornettes! Ils sont tellement habitués à voir les vainqueurs s'arracher les dépouilles qu'ils n'imaginent pas que l'un de ceux qui ont pu, à un degré quelconque, faciliter la victoire du 17 n'en veuille pas, pour son avantage personnel, tirer tout le profit possible.

Mais cette bonne foi n'empêche point de telles sornettes d'être et de rester des sornettes.

D'une façon générale, *le Devoir* ne demande au nouveau régime, comme il l'a demandé au régime Taschereau, comme il l'aurait demandé à un régime Godbout, que de servir les meilleurs intérêts de la province, que de faire pour elle tout le possible. [...]

Le Devoir n'aurait pas la moindre envie, même si la chose était dans l'ordre des possibilités, de passer au rang d'organe officiel, officieux ou richement subventionné (comme hier *le Soleil*) d'un gouvernement quelconque.

Et cela pour plusieurs raisons, dont l'une au moins devrait sauter aux yeux des observateurs désintéressés et n'échappe point, en tout cas, aux administrateurs de notre journal.

Cette raison, c'est que *le Devoir* n'a pas la moindre intention de se suicider; c'est que son directeur et ses administrateurs, qui sont des esprits réalistes, savent très bien que son principal actif, son gros capital, c'est sa réputation d'indépendance — la certitude où sont des milliers de gens qu'il défendra envers et contre tous les principes qui lui sont chers. [...]

Sacrifier cet actif à un avantage immédiat, si considérable qu'il puisse paraître, ce serait, du point de vue le plus terre à terre, du point de vue piastres et sous, une sottise capitale.

Le Devoir se trouve dans cette heureuse situation que sa vie même, que ses intérêts matériels permanents sont liés à sa fidélité dans le domaine des idées. S'il n'avait pas des raisons supérieures de maintenir, en face de tous les gouvernements, sa liberté d'action, il y serait contraint par le souci d'assurer sa propre vie.

Il est assez rare, malheureusement, mais tel est ici le cas, que l'intérêt et les principes cheminent ensemble.

Nous ne cherchons ni à grandir ni à diminuer notre responsabilité dans l'élection du 17 août. Nous l'acceptons telle quelle.

Nous avons fait ce que nous avons cru juste et opportun; nous l'avons fait sans colère et sans haine. Et nous avons loyalement délimité le terrain de la lutte.

Pour reprendre une formule ancienne, nous n'avons pas dit à nos lecteurs qu'ils avaient à choisir entre des anges et des diables, mais entre des hommes imparfaits et faillibles — et qu'il faudrait continuer de surveiller; nous avons dit et redit que toute la question était de savoir à laquelle des deux équipes il valait mieux, pendant les quatre prochaines années — quitte à la rejeter demain — confier la direction des affaires de la province.

La majorité des électeurs a partagé notre avis. Nous croyons qu'il y a lieu de s'en réjouir; mais nous répétons que les nouveaux gouvernants — et M. Duplessis le reconnaît explicitement — auront besoin d'être aidés et surveillés par une opinion publique alerte.

Cette opinion, nous avons bien l'intention de continuer à la développer, à la stimuler.

Mais on nous permettra d'ajouter qu'un certain nombre de ceux qui font très large part dans l'élection du 17 paraissent étrangement se méprendre sur le caractère et la durée de notre influence.

Certes, nous avons fortement contribué à faire connaître ce qui se passait au Comité des Comptes publics et, par là, nous avons hâté, accéléré la dégringolade finale; mais notre mérite [le] plus grand fut, pendant vingt-cinq années, de répandre des idées que tous les partis paraissent plus ou moins prêts à accepter; il a été de nous acharner à ruiner la superstition partisane; il a été encore de faire accepter par un nombre de plus en plus grand d'électeurs le principe de la distinction des deux politiques, la provinciale et la fédérale, de faire éclater l'absurdité du vieux cri de guerre, si faux et si puissant à la fois: *Rouge à Québec comme à Ottawa*.

Là, pour une bonne part, est le principe de la quasi-victoire du 25 novembre, qui a permis l'explosion du 17 août.

Là aussi est la source de cette clameur qui court la province, qui garantit au nouveau gouvernement une formidable rebuffade, s'il est infidèle à son programme ou à ses promesses: *Nous allons flanquer ceux-là dehors. Si les autres ne font pas mieux, nous les ferons sauter à leur tour...*

Ceux qui s'imaginent que nous aspirons au rôle d'organe officiel ou officieux d'un gouvernement quelconque nous prêtent de trop modestes ambitions.

L'ancien régime, grâce à un très habile emploi des fonds publics, à la distribution savante des travaux d'imprimerie et d'une excessive publicité, s'était bâti une sorte de *trust* de la presse. Nous voulons — et c'est déjà fait pour une bonne part — en face de tous les gouvernants, fédéraux, provinciaux et municipaux constituer une presse libre très puissante, qui ne sera systématiquement hostile à personne, mais avec laquelle tous devront compter.

Il dépend du public que l'action de cette presse soit de plus en plus étendue, de plus en plus forte.

Que l'on veuille bien se rappeler seulement que, règle générale, les mouvements d'opinion ne s'improvisent pas; que, si l'on veut pouvoir récolter à l'automne, il faut semer au printemps; en d'autres termes, ce n'est aujourd'hui, *plutôt que demain*, qu'il convient d'apporter aux journaux qui ne dépendent d'aucun parti, qui n'entendent en servir aucun, un solide coup d'épaule, une large diffusion.

A la besogne donc, et tout de suite!

Omer HEROUX



Les nationaux de M. Maurice Duplessis sont assurés, aux dernières nouvelles, de 76 sièges dans une Assemblée législative de 90 membres.

18 AOÛT 1936

L'Union nationale abat le régime Taschereau-Godbout

L'Union nationale a définitivement abattu le régime Taschereau-Godbout. Autant la lutte a été longue et ardue, autant la victoire a été décisive. C'est par un balayage sans précédent que s'est terminée cette campagne entreprise en novembre dernier pour renverser le régime Taschereau et détruire sa formidable machine électorale.

Les nationaux de M. Maurice Duplessis sont assurés, aux dernières nouvelles, de 76 sièges dans une Assemblée législative de 90 membres. Le premier ministre de juin dernier, M. Adélard Godbout, et la majorité de ses ministres ont mordu la poussière dans leurs propres comtés.

Ainsi s'achève le règne des libéraux qui gouvernaient la province depuis près de quarante ans, - mai 1897. [...]

21 AOÛT 1936 Le procès de Moscou

Moscou, 21. (A.P.) - Le procès des seize conspirateurs russes tire à sa fin. Il apparaît de plus en plus que l'âme dirigeante de la conspiration contre le régime soviétique et contre le dictateur Staline est le grand absent du procès: Léon Trotzky.

Les témoins ont corroboré les témoignages antérieurs à l'effet qu'il y eut au moins trois tentatives d'assassinat de Staline.

La dernière devait avoir lieu sur la Place Rouge au cours des manifestations du 1er mai. [...]

On se moque à Moscou des démentis que Trotzky donne, de sa retraite de Norvège, des dépositions faites au procès.

A Moscou même, on fait observer que le gouvernement russe a pour but aussi, en donnant beaucoup de publicité à ce procès, de tuer l'influence de Trotzky à l'étranger.

Les témoignages tendent à faire croire que les conspirateurs ont abandonné leurs principes communistes pour embrasser ceux du fascisme allemand.

Tout indique que les derniers témoignages seront rendus aujourd'hui. Les conspirateurs auront la faculté de faire un discours, qui sera apparemment leur adieu au monde.

Les accusés de conspiration, dans le passé, ont payé de leur vie leurs projets de renversement du régime soviétique.

Aujourd'hui, Holzmann, un des témoins, a cité ce mot que Trotzky aurait prononcé devant lui à Copenhague: "La terreur est le seul moyen à employer pour se débarrasser de Staline". [...]

22 AOÛT 1936

Souvenir de 1931

Nous ne sommes pas les seuls à nous faire dire que

nous ne parlons qu'un patois. On raconte la même histoire aux Acadiens de la Louisiane.

Et ceci nous valut, en 1931, une savoureuse petite aventure.

Notre ami Lafortune, directeur du voyage de *Le Devoir*, voit s'avancer vers lui un brave homme d'Acadien flanqué d'un monsieur de langue anglaise.

- Vous êtes du Nord, Monsieur? dit l'Acadien à Lafortune.

- Mais oui.

- Comprenez-vous les paroles que je vous dis?

- Mais oui, et je vais tout de suite vous les répéter.

L'Acadien alors de se tourner vers son compagnon et de lui dire, mais en anglais cette fois: Tu vois, ces gens-là viennent du Nord.

Ils parlent le français, je les comprends et ils me comprennent. Si jamais tu t'avisés de prétendre que je ne parle pas le français, je te la casse!

L'anglophone n'insista pas.

Omer HEROUX

19 AOÛT 1936

Joe Louis a triomphé de Jack Sharkey

New-York, 19 (P.A.) - [...] Hier soir au Stade des Yankees, en présence d'une foule de 35,000 personnes, Joe Louis a disposé de Jack Sharkey à la troisième ronde d'un assaut de dix reprises.

Ce fut la pire défaite de toute la carrière de Sharkey. Louis l'a étendu trois fois et dans chaque cas l'ancien matelot est resté au plancher pendant 9 secondes.

Finalement un barrage à la figure et dans le corps l'a tenu à terre pour les secondes réglementaires. [...] Louis, qu'on avait acclamé comme un surhomme jusqu'à ce qu'il fût défait par Max Schmeling, est redevenu l'un des aspirants logiques de la catégorie poids lourd. [...]

Jack, pesant 197 1/4 lbs, était maigre et grillé par le soleil et il avait l'air en parfaite condition physique.

Mais il ne fut pas de taille pour Louis, qui eut l'air du boxeur d'autrefois. Le nègre pesait 199 3/4 lbs.

17 AOÛT 1936

Les Allemands ont remporté les honneurs

Berlin, 17. - Les XIe Jeux Olympiques de Berlin se sont terminés hier devant une foule aussi enthousiaste et nombreuse que celle qui a été témoin de leur ouverture il y a deux semaines. [...]

On estime que 4,000,000 de spectateurs ont été témoins du carnaval sportif international de 16 jours.

L'Allemagne a collecté plus de branches de chêne pour ses équipes et ses vainqueurs individuels, et plus de médailles en or, en argent et en bronze que toutes les autres nations dans toutes les épreuves à partir des exhibitions d'art jusqu'à la finale passionnante du concours équestre.

L'escouade des États-Unis

L'escouade des États-Unis a enlevé six victoires d'équipes, soit deux de moins que l'Allemagne, [...] mais ses athlètes ont fourni les meilleures performances jamais vues dans les concours d'athlétisme [...].

Il n'y a pas eu de doute que les États-Unis ont fourni le meilleur athlète individuel en Jesse Owens qui a remporté trois championnats olympiques et a aidé l'équipe à relais des États-Unis dans son triomphe.

Owens est devenu de cette façon le premier athlète olympique à gagner quatre médailles depuis Paavo Nurmi qui a le dernier accompli cet exploit en 1924. [...]

17 AOÛT 1936

Sous la menace rouge

Par le R. P. ARCHAMBAULT, S. J.

Le discours prononcé par le R. P. Archambault, S. J. devant les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a suscité le plus vif intérêt.

Il touche à l'un des problèmes auxquels est étroitement liée notre survivance: l'invasion progressive de notre pays par une population cosmopolite.

Il dénonce l'imprévoyance et l'insouciance de la plupart des nôtres en face de ce problème et leur rappelle leurs devoirs non seulement de Canadiens français attachés à leur nationalité, mais surtout de membres du corps mystique du Christ, qui ne peuvent rester indifférents au salut des âmes qui les entourent.

La véritable pensée de l'auteur

Cette critique vigoureuse mais sereine et constructive devait nécessairement éveiller certaines susceptibilités.

Des interprétations plus ou moins exactes ont été données de la thèse développée par le conférencier.

Heureusement le texte complet de ce discours a été publié en brochure.

Il faut le lire pour posséder la véritable pensée de l'auteur, pour juger à leur mérite ses observations courageuses et le plan d'action qu'il a tracé, lequel lui a déjà valu de hautes approbations.

Cette plaquette se vend 10 sous l'exemplaire, au Service de librairie du *Devoir*, 434, rue Notre-Dame est, Montréal.

22 AOÛT 1936

Le Reich proteste

Berlin, 22 (S.P.A.) - Le Reich a envoyé à Moscou et à Madrid des protestations identiques contre des émissions radiophoniques où il est question de l'Allemagne.

Il estime que ces émissions calomnient l'Allemagne et contiennent des paroles "incendiaires". [...]

[De leur côté], les journaux allemands font une campagne anti-soviétique qui porte sur des préparatifs de guerre que la Soviétique aurait effectués dans la région de la Baltique.

Après une conférence avec l'amiral Raeder, chef de l'amirauté, le Reichsführer Hitler a révélé que l'Allemagne aura aujourd'hui 16 navires de guerre dans les eaux espagnoles.

17 AOÛT 1936

Bulletin météorologique

Toronto, 17 (C.P.) - Voici le temps qu'il fera, probablement, au Québec demain: région de Montréal et d'Ottawa: beau et plus frais; vallée du bas St-Laurent: beau et frais; nord-ouest du Québec et lac St-Jean: partiellement nuageux et frais; golfe et rive nord: beau et frais; baie des Chaleurs: beau et frais

Recherche et adaptation: Pierre Rousseau

ALLER et RETOUR de MONTREAL à

QUEBEC \$3.25

Ste-Anne de Beauport \$3.85 • Murray Bay \$4.90
Départ VENDREDI 28-29 AOÛT
SOIR et SAMEDI

VENDREDI, 28 AOÛT		SAMEDI, 29 AOÛT	
Dép. Gare Windsor	10.55 p.m.	9.30 a.m.	10.55 p.m.
Dép. Gare Bonaventure	-	12.10 midi	8.00 p.m.
Dép. Gare Viger	11.20 p.m.	7.06 a.m.	4.30 p.m. - 11.20 p.m.

(Heure solaire)
Billets valables dans les trains du Canadien National et du Pacifique Canadien entre Montréal, Québec et Lévis.

Retour par les trains ordinaires pas plus tard que LUNDI, 31 AOÛT.

En première seulement CANADIEN NATIONAL-PACIFIQUE CANADIEN

LE RAFFRAICHISSEMENT IDEAL

BUVEZ-EN!

IL EST IN-INSURMONTABLE

LA MEILLEURE

RAFFRAICHISSANT ET SAIN

12 ONCES

CONSTIPATION

CE SOIR AU COUCHER

Une à deux tablettes

ROBOL

Résultat DEMAIN MATIN

25c la boîte
Cie Chimique FRANCO Américaine Ltée
1246 rue St-Denis
Montréal.

Veillez m'envoyer un échantillon de ROBOL.

Nom _____

Adresse _____